



Vingt et unième séance (*spéciale*)

Vendredi 15 juin 2007, 11 h 05

Présidence de M. Sulka

**ALLOCATION DE SON EXCELLENCE M. MAHINDA
RAJAPAKSA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
SOCIALISTE DÉMOCRATIQUE
DE SRI LANKA**

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Je déclare ouverte la vingt et unième séance (*spéciale*) de cette Conférence.

Je donne la parole à M. Juan Somavia, Secrétaire général de la Conférence, qui va accueillir notre invité, Son Excellence M. Mahinda Rajapaksa, Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka.

Original anglais: Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
de la CONFÉRENCE

Chers amis, aujourd'hui, nous accueillons le Président Rajapaksa qui a été ministre du Travail du Sri Lanka de 1994 à 1997.

Le Président Rajapaksa a vraiment été un membre actif de cette Conférence. Ces dernières années, vous êtes venu dans cette enceinte et vous avez affirmé votre engagement en faveur de notre Organisation et des valeurs ancrées dans notre Constitution.

Vous avez opéré trois liens, le lien entre la politique sociale et la politique économique, celui entre l'emploi productif et la réduction de la pauvreté, et enfin celui entre la formation et les possibilités d'emploi, mais aussi les espoirs pour les jeunes.

En tant que ministre du Travail, votre objectif a été de mettre en œuvre la charte des travailleurs comme base de la stabilité sociale et du progrès économique.

En tant que ministre des Pêcheries, vous étiez soucieux d'assurer le bien-être des pêcheurs. Il est tout à fait opportun que votre visite coïncide avec l'adoption d'une norme globale sur le travail dans le domaine de la pêche, que nous avons adoptée hier.

Monsieur le Président, pendant votre mandat, une politique nationale pour le travail décent a été élaborée. Nous nous félicitons de la vision qui est la vôtre dans ce document.

Il est question, dans ce document, d'un avenir de paix et de prospérité où tous les Sri lankais auront une meilleure qualité de vie, seront à l'abri de la pauvreté et des privations grâce à la promotion des possibilités, pour les hommes et les femmes, d'obtenir un travail productif dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité humaine.

Monsieur le Président, c'est justement le défi que nous tous devons tous relever, tant au niveau national et international. La décennie du développement

que vous avez instaurée au Sri Lanka, sous le nom de Mahinda Chintana, est marquée par les objectifs du travail décent que votre pays a embrassés, à savoir: se concentrer sur les pauvres dans les zones rurales, mettre l'accent sur le renforcement de l'infrastructure pour permettre la croissance et permettre à toute la population d'avoir accès à l'électricité, à l'irrigation, à l'eau, au logement, à la nourriture.

Votre pays a connu une croissance de plus de 7 pour cent en 2006, et le chômage a baissé de 6 pour cent, alors que les exportations augmentaient de 8 pour cent et que l'investissement étranger dépassait 600 millions de dollars. Et vous vous êtes engagé à améliorer la vie quotidienne de chacun dans votre pays. Le programme Gama Neguma, qui vise à développer 12 000 villages, est votre initiative phare. Ce programme reconnaît la valeur de la dimension locale du développement et la voix des personnes là où elles vivent.

Le grand défi c'est d'arriver à faire en sorte que tout ceci se réalise et assure la paix et la stabilité dans votre pays. Je vous cite une fois encore lorsque vous dites que vous êtes déterminé à créer un ordre politique qui œuvrera en faveur du bien commun du pays, par delà les différences des uns et des autres, ce qui, au moment d'un conflit grave, est peut-être le plus grand défi que l'on puisse rencontrer. Vous nous avez rappelé que seul un environnement politique stable permet d'obtenir un développement durable.

Vous connaissez trop bien le coût des conflits. Quelle qu'en soit la cause et quelles qu'en soient les solutions, il y a toujours un coût humain insupportable pour les familles et les communautés.

A l'OIT, nous nous inquiétons de l'impact des conflits sur les employeurs, les travailleurs, le secteur public, le secteur privé, les travailleurs humanitaires et les personnes innocentes. Beaucoup d'entre nous savent ce que c'est que la peur de vivre dans l'insécurité. Nous connaissons la violence qui emporte tant de vies innocentes.

La souffrance traverse toutes les frontières. Les citoyens sri lankais, sans aucun doute, voient déjà le jour où les Singhalais, les Tamouls, les Musulmans et les Burghers seront une seule nation qui pourra aller plus loin et surmonter les divisions.

Votre objectif, nous avez-vous dit, est une politique de fraternité qui viendrait remplacer la politique d'affrontement, rapprochant ainsi les grandes aspirations politiques et unissant les tons bleu, rouge et vert de la politique.

Monsieur le Président, nous appuyons pleinement tous les Sri lankais pour qu'ils puissent jeter des ponts et faire de cette vision une réalité.

Nous sommes une institution qui croit profondément au dialogue non seulement pour résoudre des problèmes, mais aussi pour son pouvoir de guérison lorsque vient le moment de la réconciliation.

Aujourd'hui, nous vous invitons à nous faire part de vos perspectives, celles qui feront de cette vision du Sri Lanka d'aujourd'hui une réalité: celle du Sri Lanka de demain.

Merci d'être parmi nous.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

J'ai l'honneur de donner la parole à Son Excellence M. le Président Rajapaksa.

Original anglais: M. MAHINDA RAJAPAKSA (*Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka*)

Je suis très heureux de me trouver parmi vous aujourd'hui, dans cette auguste assemblée, après une parenthèse de plusieurs années. Je m'étais déjà trouvé ici en tant que ministre du Travail, et je tirais une grande satisfaction de mon activité tout au long de ces années avec l'Organisation et avec les différentes délégations, qu'il s'agisse des gouvernements ou des délégations des travailleurs ou des employeurs.

Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter très chaleureusement pour votre élection à la Présidence de la 96^e session de la Conférence internationale du Travail, et j'aimerais également féliciter le Directeur général pour son rapport très complet et très approfondi dans lequel il met l'accent sur les différentes questions relatives au monde du travail.

Mes visites régulières à l'OIT m'ont toujours beaucoup appris et elles ont eu une influence déterminante sur ma carrière politique, qui compte déjà trente-six années. Ma vie politique a constamment été influencée par les aspirations des classes des travailleurs de mon pays. Les contacts que j'ai eus avec les employeurs ont également été approfondis, et tout cela m'a donné une vision d'ensemble du travail décent. En fait, le système de valeurs qui sous-tend ma vie politique est fondé sur le bien-être des travailleurs.

Je suis particulièrement impressionné par le caractère tripartite de votre Organisation. C'est un concept auquel je suis attaché depuis longtemps. J'ai la conviction que le dialogue social reposant sur le concept du tripartisme peut contribuer de manière positive et substantielle au développement d'ensemble d'un pays. L'importance du système tripartite a été confirmée en 1944 dans la Déclaration de Philadelphie concernant les buts et les objectifs de l'OIT, officiellement repris dans sa constitution.

S'agissant de Sri Lanka, il faut rappeler qu'en matière de fixation d'un salaire minimum le tripartisme est quelque chose que nous connaissons depuis longtemps. En fait, un mécanisme tripartite de fixation des salaires a été introduit dans la législation du travail avec la publication, en 1927, de l'ordonnance indienne du travail relative au salaire minimum.

La deuxième expérience en matière de mécanismes tripartites de fixation des salaires à Sri Lanka remonte à 1944, où des conseils des salaires ont été mis sur pied pour fixer les salaires minimums et les

autres termes et conditions d'emploi des travailleurs dans les différents métiers.

Pour vous donner un autre exemple d'organismes consultatifs tripartites à l'œuvre à Sri Lanka, je mentionnerai le Conseil consultatif national du travail qui a été constitué alors que j'étais ministre du Travail. Au sein de ce conseil se retrouvent des dirigeants syndicaux, des représentants des employés et des représentants du gouvernement. Ils se réunissent pour discuter et pour fixer une politique du travail.

Je suis convaincu que l'organisation de consultations nationales véritablement tripartites, consultations au cours desquelles les organisations d'employeurs et de travailleurs contribuent de manière significative à la formulation des politiques économiques, permettra d'aboutir à un consensus social sur les ajustements économiques et renforcera le partenariat pour le développement.

L'OIT a toujours été aux avant-postes pour promouvoir l'amélioration de la vie des travailleurs dans toutes les branches. L'OIT a toujours été à la tête du mouvement en faveur d'un salaire égal à travail égal pour les femmes. Tout en contribuant de manière significative à l'amélioration des conditions de travail des femmes, elle a indubitablement exercé une influence déterminante dans la l'élimination du travail des enfants.

Sri Lanka a également toujours veillé à ce que les femmes puissent travailler dans un environnement décent et recevoir un salaire égal à celui des hommes. En outre, nous avons toujours été très stricts concernant l'emploi d'enfants.

Je tiens à rappeler que depuis notre entrée à l'OIT en 1948, Sri Lanka a été partie à 31 conventions de l'OIT, y compris ses huit conventions fondamentales, et il faut s'en féliciter car la richesse principale de Sri Lanka est constituée par la qualité de ses ressources humaines.

Nous avons derrière nous une longue histoire de participation des travailleurs à la vie politique de notre pays. Les militants travailleurs ont été élus de plein droit, tout d'abord au Conseil d'Etat en 1931, puis au parlement depuis 1948. Incontestablement, c'est à leur militantisme que Sri Lanka doit, pour l'essentiel, bénéficier de normes sociales rarement vues dans un pays du tiers-monde. Et je suis fier de dire que Sri Lanka a adopté le suffrage universel pour les adultes en 1931 et que les femmes ont obtenu chez nous le droit de vote avant de nombreux pays occidentaux.

Dans la formulation de notre politique publique, nous avons toujours essayé de préserver un équilibre entre trois objectifs: la gestion macroéconomique, le développement et le bien-être. Nous avons pris un nombre important de mesures pour le bien-être.

L'enseignement est obligatoire pour les enfants jusqu'à 14 ans. Depuis longtemps, nous offrons l'enseignement gratuit dans les écoles et les universités du gouvernement, ainsi que dans nos lycées techniques. Tous nos citoyens ont accès aux soins médicaux gratuits; et certains produits de consommation sont proposés à des prix subventionnés pour ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le fait que Sri Lanka respecte les normes internationales lui a valu le droit de commercialiser les vêtements qu'il fabrique sous le label «Garments without guilt» (vêtements réalisés sans entorse aux règles d'éthique).

En prenant toutes ces mesures pour le bien-être et en centrant nos efforts sur le développement de l'être humain, il ne faut pas s'étonner que Sri Lanka soit bien placé sur le plan de l'indice de développement des Nations Unies et figure au 93^e rang.

Nous allons également bientôt atteindre ou dépasser plusieurs objectifs du Millénaire pour le développement, tout cela au bénéfice des travailleurs, des agriculteurs et des travailleurs indépendants.

Notre gouvernement continuera à appliquer des politiques à forte orientation sociale en ayant toujours à l'esprit l'intérêt des travailleurs. C'est dans cet esprit que nous avons lancé notre mouvement de développement rural «Gama Neguma» pour la revitalisation du village, et ce afin d'améliorer la vie des masses rurales qui ont été quelque peu négligées par le développement rapide des villes. C'est un programme qui concerne tous les aspects de la vie rurale, y compris les moyens de subsistance des populations, et qui aidera à améliorer la situation des communautés rurales.

Le thème de ce programme est très proche des objectifs de l'OIT. Il s'agit de permettre aux gens de pouvoir contrôler leur vie et de permettre le plein développement de la personnalité humaine.

Nous sommes fiers que nos attitudes sociales aient été conditionnées pendant plus de deux millénaires par une culture de l'attention à l'autre. Sri Lanka est un pays essentiellement bouddhiste et, de ce fait, a toujours eu une attitude très compatissante vis-à-vis de ses frères humains. C'est là une dimension culturelle que nous partageons avec nos voisins.

Dans ce contexte, j'aimerais également faire observer que, contrairement aux pays qui n'ont découvert les droits de l'homme qu'après les destructions massives causées par les guerres mondiales et par des révolutions sociales sanglantes, l'attention apportée à nos frères humains fait partie de notre philosophie depuis des milliers d'années.

Cet héritage si riche fécondera également nos politiques futures. Certes, en plein conflit, il peut y avoir des défaillances de la part de certains individus. Toutefois, nous ferons toujours des efforts conscients et volontaires pour remédier à ces défaillances, afin que notre nature essentiellement attentive à l'autre puisse marquer nos politiques même dans les moments les plus difficiles.

La principale menace qui pèse aujourd'hui sur nos institutions sociales est celle du terrorisme, qui est actuellement une source de préoccupation dans le monde entier. Un groupe terroriste impitoyable, les Tigres tamouls, continue à nous défier. Il est déterminé à nous forcer à accepter des compromis sur les normes que nous avons développées depuis des années.

Le terrorisme n'a pas sa place dans le monde contemporain et, en tant que gouvernement, nous ne sommes nullement disposés à lui céder.

Est-ce que, à notre place, l'un de vos gouvernements aurait accepté de s'incliner devant le terrorisme? Certainement pas. Toutefois, nous sommes déterminés à faire en sorte que, dans une démocratie comme la nôtre, où les points de vue politiques peuvent s'exprimer librement, les objectifs politiques puissent être atteints par la négociation, le dialogue et le compromis. Nous ne pouvons pas accepter l'extrémisme et encore moins la violence.

Mon gouvernement a formé une coalition de 13 partis politiques démocratiques déterminés à travailler de façon harmonieuse pour le bien-être de

notre pays. La plupart d'entre eux étaient mes adversaires lors de l'élection résidentielle. Tous les partis musulmans et tous les partis tamouls, à l'exception d'un seul, sont représentés dans mon gouvernement.

Nous sommes donc un gouvernement pluriethnique. Un tel gouvernement ne peut pas exercer de discrimination contre un groupe minoritaire et il ne le fera pas. Lorsque je suis entré en fonctions à la présidence de mon pays, au mois de novembre 2005, j'avais déjà déclaré que j'étais ouvert à une discussion avec les Tigres tamouls, même avec leur dirigeant, afin d'aboutir à un règlement négocié du conflit qui nous afflige depuis vingt ans.

Deux semaines après mon entrée en fonctions, les Tigres tamouls ont commencé leur campagne de massacres en tuant un groupe de soldats désarmés qui apportaient à manger à leurs collègues. Puis, ils ont continué de tuer régulièrement des civils innocents, des enfants, des jeunes filles, des femmes ainsi que des soldats.

Au mois d'avril 2006, alors que j'étais Président depuis cinq mois, ils ont essayé de tuer le commandant de l'armée de Sri Lanka à Colombo, alors qu'il rentrait chez lui. Heureusement, la personne chargée de cet assassinat suicide n'a pas réussi. Là encore, nos forces armées n'ont pas lancé de représailles et se sont contentées de quelques mesures de dissuasion.

Au mois de juin 2006, il y a de cela un an, les Tigres tamouls ont fermé un canal agricole qui arrosait près de 30 000 acres de rizières et qui alimentait 15 000 familles. Malgré de nombreuses demandes, rien n'a pu les convaincre de rouvrir ce canal, et les forces armées ont dû utiliser la force.

Ensuite, les Tigres tamouls ont chassé 53 000 Musulmans de la ville de Muttur. Ensuite, ils ont lancé une attaque de grande ampleur sur Jaffna et le port de Trincomalee. C'est là que nous avons été obligés de procéder à des opérations dans tout l'est. Je me réjouis de pouvoir dire aujourd'hui, un an après, que nous parvenons à réinstaller les populations qui avaient dû fuir leur foyer à cause de l'aggravation du conflit.

Aujourd'hui, une campagne de propagande prête à malentendus et propage de fausses rumeurs en disant que nous procédons à un nettoyage ethnique. C'est absolument faux. Je dois rappeler, devant cette auguste assemblée, que ce sont les Tigres tamouls qui ont procédé à des nettoyages ethniques de grande ampleur dès le début des années quatre-vingt. Ils ont chassé tous les Musulmans et tous les Singhalais du nord.

Les pays qui sont touchés par la menace du terrorisme savent très bien ce qu'ils doivent subir. Les groupuscules terroristes ne peuvent pas être contenus facilement. Nos forces armées et la police ont dû faire preuve d'une très grande habileté pour contenir ces Tigres tamouls. Je puis vous assurer que nos forces armées et notre police comptent parmi les plus disciplinées du monde et qu'elles ont le plus grand respect pour les droits humains. Tout manquement de leur part fera immédiatement l'objet d'une enquête et des mesures seront prises. Mais je suis triste de constater toutes les rumeurs dont les forces armées et la police sri-lankaise sont l'objet que le reste du monde prend tellement au sérieux.

Récemment, nous étions très préoccupés. Nous avons dû en effet évacuer quelques logements à Colombo; 20 000 personnes occupent ces logements et

seules 302 personnes ont été évacuées. En fait, beaucoup d'entre elles sont parties volontairement. Parmi elles, il y avait beaucoup de femmes, d'enfants qui sont partis volontairement.

N'oubliez pas que plus de 60 pour cent des habitants de Colombo sont des Tamouls et des Musulmans. Presque tous les commandos suicides ont opéré à partir de ces logements. Nous avons donc dû faire preuve d'une vigilance supplémentaire par rapport à ces personnes. Comme l'a déclaré notre gouvernement, si des personnes innocentes ont subi des préjudices à cause de cela, nous le déplorons fortement.

Une commission d'enquête présidentielle a été créée et chargée d'enquêter sur certaines des tueries qui ont eu lieu par le passé.

Les travaux de cette commission sont examinés par un groupe international composé de personnalités indépendantes. Tous les observateurs sont venus à notre invitation parce que nous souhaitions établir la vérité. Très peu de gouvernements auraient fait ce que nous avons fait, et aucun d'ailleurs ne l'a fait jusqu'à présent.

Nous sommes ouverts à l'examen parce que nous respectons les droits humains, la démocratie et la liberté du peuple. Malheureusement, c'est notre souplesse et notre sincérité qui semblent encourager la communauté internationale des organisations non gouvernementales à exiger de nous toujours davantage.

Nous ne croyons pas en une solution militaire, je puis vous l'assurer. C'est la raison pour laquelle j'ai invité tous les partis politiques démocratiques du Parlement à former une conférence multipartite réunissant tous les partis, dont l'objectif est d'élaborer des propositions politiques, de veiller à mettre en œuvre une réforme politique et, par ce biais de répondre aux réclamations des minorités.

Une commission constituée des représentants de cette conférence multipartite est en train d'examiner toute une série de propositions qui ont été soumises. Je suis persuadé que le résultat de cet exercice sera satisfaisant. Nous nous tournons vers nos amis dans le monde en leur demandant de nous aider en cette heure où nous avons besoin d'eux.

Mon parti, le parti de la liberté de Sri Lanka, a également soumis une série de propositions portant sur une décentralisation au niveau des districts. Avant l'établissement des conseils provinciaux, en 1988, le gouvernement a traité les problèmes de la population de manière efficace avec un réseau de 25 secrétariats de districts.

Afin de décentraliser le pouvoir le plus possible, le parti de la liberté de Sri Lanka a proposé une décentralisation au niveau des districts, tout en créant une grama rajya assez semblable au système du panchyati raj en Inde, notre voisin. Nous sommes persuadés que la population, à la base, pourra vraiment se prendre en main si nous adoptons ce système de décentralisation au niveau des districts.

Nous espérons que ce processus qui nous permettra de trouver la bonne solution pour la réforme politique continuera d'évoluer. Toutefois, nous attendons les résultats finaux des discussions de l'APC. Nous attendons une série de propositions de réformes consensuelles résultant des discussions entre les membres de cette Conférence réunissant tous les partis.

J'ai eu la chance d'être salarié, syndicaliste et ministre du Travail. Toutes ces possibilités de tripartisme m'ont permis d'acquérir de l'expérience,

d'apprendre à être souple et pragmatique dans mes réflexions. C'est la raison pour laquelle je parviens à travailler avec un grand nombre de partis politiques au gouvernement et à dégager une plate-forme consensuelle de politique et de gouvernance.

J'aimerais également m'assurer que les travailleurs soient une véritable force dans le tissu social, une force à même de prendre pleinement part à tous les aspects de la vie nationale. La plupart des travailleurs sont plus pauvres qu'ils ne devraient l'être. Ils sont pris dans un engrenage de l'endettement dont ils ne parviennent pas à s'extraire. Réfléchissons-nous vraiment à ces problèmes des travailleurs?

Il est temps que nous réfléchissions très sérieusement à la question de savoir si toutes les conventions, tous les traités auxquels nous sommes parties, aideront véritablement les travailleurs à améliorer leur vie. Dans un monde qui évolue rapidement, nous devons réfléchir à nouveau au nombre des valeurs et des idées que nous avons héritées.

Mesdames et Messieurs les délégués, nos efforts doivent nous amener à jeter un regard neuf sur le travail, alors que l'OIT œuvre depuis longtemps à l'Agenda du travail décent. Un tel travail est important parce qu'il est essentiel dans la vie des gens. Le travail est également au cœur des politiques.

En tant que dirigeant politique, je sais qu'il s'agit là de questions au sujet desquelles les gens votent. On dit que les élections sont remportées ou perdues sur des promesses, des succès et des échecs en matière d'emploi. Il est donc important d'avoir un lieu de travail de bonne qualité. Je pense qu'il est essentiel que les travailleurs soient satisfaits pour qu'un pays soit prospère.

Cela m'amène à demander aux Nations Unies, à d'autres organisations internationales, aux pays développés et aux bailleurs de fonds internationaux de penser avant tout au travailleur, à ce travailleur qui est au centre du développement.

Dans ce contexte, la suspension de l'aide à la reconstruction après le tsunami par certains pays développés constitue un camouflet direct aux travailleurs.

Les politiques de crédit et les conditions d'aide doivent être affinées pour faire en sorte que la vie des travailleurs s'améliore. La rentabilité d'une entreprise repose également sur la satisfaction de ses salariés.

Un travailleur, qu'il travaille dans le secteur de l'agriculture, dans l'industrie, dans le secteur commercial ou dans tout autre secteur, est au cœur du développement.

La plupart des travailleurs du monde en développement viennent d'environnements ruraux. Si nous ne rendons pas leur dignité aux travailleurs ruraux, aux paysans, aux techniciens et aux artisans ruraux, nous ne parviendrons jamais à dynamiser nos zones rurales, et à faire accéder la majorité de la classe ouvrière à un meilleur niveau de vie.

Je lance donc un appel vibrant à cette auguste assemblée, dont le cœur est auprès des travailleurs, et je l'invite à réfléchir à ces pensées et à discuter de politiques qui satisferont le travailleur et qui, surtout dans les zones rurales, rendront l'environnement dans lequel il vit plus propice à une vie productive et épanouissante.

Je dois remercier sincèrement l'OIT, la plus ancienne des institutions spécialisées des Nations Unies, d'être l'organisation qui encourage le monde entier à reconnaître la valeur du travailleur. C'est

une organisation qui se concentre sur l'individu, ses compétences, son bonheur, ses conditions de travail, sa santé et sa sécurité au travail, et aussi l'environnement dans lequel il travaille.

Je suis également reconnaissant au Directeur général de m'avoir adressé cette invitation et de m'avoir honoré en m'autorisant à prendre la parole devant cette auguste assemblée.

J'aimerais vous assurer que notre engagement en faveur des idéaux de l'OIT, quels que soient les défis que nous ayons à relever, demeure ferme. Nous continuerons de veiller à nos institutions démocratiques, de les développer et d'améliorer la vie des travailleurs.

J'aimerais conclure en disant que nous ne nous soustrairons jamais à notre responsabilité de garantir un meilleur avenir pour les masses laborieuses de Sri Lanka. Nous serons toujours guidés par cet esprit d'ouverture à autrui que nous avons hérité de nos ancêtres, alors que nous nous tournons vers l'avenir.

Enfin, j'aimerais remercier toutes les personnes présentes de leur aimable attention, et j'espère sincèrement qu'il y aura à l'avenir beaucoup plus de chefs d'Etat et de gouvernement parmi les ministres du travail présents ici aujourd'hui. Vous en êtes tout à fait capables.

Que le noble Triple Joyau vous bénisse.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Monsieur le Président, votre pays a ratifié les huit conventions fondamentales de l'OIT, et votre allocution aujourd'hui témoigne de l'attachement de Sri Lanka aux valeurs de l'OIT.

Nous sommes conscients des grands efforts que votre pays a consentis depuis qu'il a été frappé par la catastrophe du tsunami en décembre 2004. Nous sommes également conscients de l'importance que vous attachez au développement équitable et à l'amélioration de la vie des pauvres dans les zones rurales. Sri Lanka a fait de la discrimination, de l'égalité entre hommes et femmes, de l'emploi des jeunes et de la formation professionnelle le cœur de son action. Tout cela montre que votre réflexion va de pair avec celle de notre Organisation.

Au nom des autres membres du bureau de la Conférence et au nom de tous les participants, je tiens à vous exprimer notre profonde gratitude pour les propos que vous avez tenus devant la 96^e session de la Conférence internationale du Travail aujourd'hui.

(La séance est levée à 11 h 45.)

TABLE DES MATIÈRES

Page

Vingt et unième séance (spéciale)

Allocution de Son Excellence M. Mahinda Rajapaksa, Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka	1
---	---

Orateurs: Le Président, le Secrétaire général de la Conférence, M. Mahinda Rajapaksa